

BACCALAURÉATS PROFESSIONNELS

ASSISTANCE À LA GESTION DES ORGANISATIONS ET DE LEURS ACTIVITÉS

LOGISTIQUE

MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ

MÉTIERS DE L'ACCUEIL

MÉTIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE (options A et B)

ORGANISATION DE TRANSPORT DE MARCHANDISES

SESSION 2026

ÉPREUVE DU MERCREDI 9 SEPTEMBRE 2026

ÉPREUVE D'ÉCONOMIE-DROIT

Durée : 2 h

Coefficient : 1

DOSSIER SUJET

Ce dossier comprend 6 pages numérotées de 1/6 à 6/6.

Les réponses sont à apporter sur votre copie d'examen.

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé.

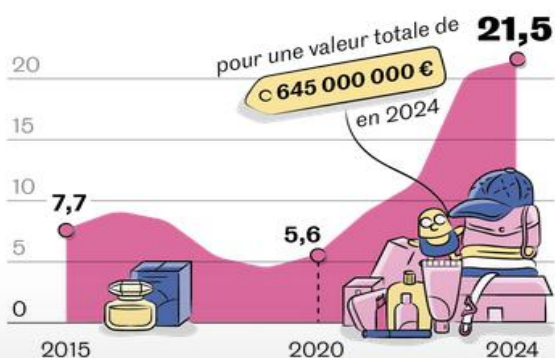
Baccalauréat Professionnel Secteur Tertiaire	26-BCP-ECODROI-ME3	Session 2026	Page DS 1/6
U11 - Épreuve d'Économie-Droit	Durée : 2 h	Coefficient : 1	

Le marché de la contrefaçon

Les saisies de contrefaçon ont été multipliées par quatre en France depuis 2020.

Les saisies de contrefaçons multipliées par quatre en France depuis 2020

Nombre d'articles de contrefaçon saisis par les douanes françaises, en millions de produits, hors tabac



Infographie Le Monde, Audrey Lagadec, Benjamin Martinez

La contrefaçon désigne la reproduction ou l'imitation illégale d'un produit protégé par un droit de propriété intellectuelle (marque, brevet, design, etc.). Elle concerne de nombreux secteurs : luxe, cosmétique, mode, électronique, pièces détachées, médicaments, agroalimentaire, etc. En France comme dans l'Union Européenne, la contrefaçon est en forte progression, notamment en raison du développement du commerce en ligne et des réseaux internationaux de production et de distribution illicites.

Pour les entreprises, cela nuit directement à leur compétitivité et à leur capacité d'innovation. La contrefaçon menace aussi l'emploi : selon les estimations européennes, elle serait responsable de la suppression de centaines de milliers de postes chaque année dans les secteurs touchés.

Pour l'État, elle entraîne une perte de recettes fiscales et sociales (TVA, cotisations) et nécessite des moyens importants pour la répression (douanes, justice, police spécialisée). Cela engendre aussi des coûts liés à la lutte contre les réseaux criminels organisés.

Du côté des consommateurs, la contrefaçon présente des risques sérieux : produits de mauvaise qualité, parfois dangereux pour la santé (notamment pour les médicaments, cosmétiques, jouets ou équipements électriques), et tromperie sur la valeur réelle du produit.

La Maison Bellaré Paris est une PME française du secteur du luxe. Elle conçoit et fabrique des sacs haut de gamme, des parfums et des accessoires élégants, faits main en France. L'entreprise, fondée par Léonard Bellaré, s'adresse à une clientèle exigeante et soucieuse de qualité. Depuis quelque temps, la Maison Bellaré Paris est victime de contrefaçon : des copies de ses produits sont vendues sur Internet, à l'étranger ou sur des marchés parallèles, sous son nom. Ces imitations, souvent de mauvaise qualité, nuisent à l'image de la marque.

Raison sociale	Maison Bellaré Paris
Activité	Création et fabrication de sacs, accessoires et parfums de luxe
Forme juridique	SARL
Effectif	35 salariés
Chiffre d'affaires	6,8 millions d'€ en 2024
Nom du gérant	Léonard Bellaré
Date de création	2012

Vous effectuez une Période de Formation en Milieu Professionnel (PFMP) au sein de cette entreprise. Léonard Bellaré décide de vous confier une mission : il vous demande d'étudier les risques liés à la contrefaçon et de préparer un dossier clair qui pourra être présenté à l'équipe dirigeante lors d'une réunion interne.

« La contrefaçon fragilise-t-elle les activités des agents économiques ? »

Baccalauréat Professionnel Secteur Tertiaire	26-BCP-ECODROI-ME3	Session 2026	Page DS 2/6
U11 - Épreuve d'Économie-Droit	Durée : 2 h	Coefficient : 1	

Travail à faire

1ère partie - Exploitation des documents

À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, et afin de préparer au mieux l'étude qui vous a été confiée, effectuer le travail suivant :

1. Résumer en une dizaine de lignes les idées principales du document 1.
2. Repérer les idées principales du document 2.
3. Répondre aux questions suivantes :
 - 3.1. Expliciter l'expression soulignée dans le contexte (page 2) : « Pour les entreprises, cela nuit directement à leur compétitivité et à leur capacité d'innovation. [...] ».
 - 3.2. Identifier les risques associés à l'achat de produits contrefaits.

2ème partie - Écrit structuré

À l'aide de vos connaissances et du dossier joint, rédiger une réponse structurée et argumentée (en suivant le plan proposé ci-dessous) à la question posée par Léonard Bellaré :

« La contrefaçon fragilise-t-elle les activités des agents économiques ? »

Dans une introduction, présenter la problématique, expliciter ses concepts essentiels et annoncer le plan.

I. Un impact pour les acteurs du marché

- a. Pour les entreprises
- b. Pour les consommateurs

II. Une régulation de l'État nécessaire

- a. La prévention et la sensibilisation
- b. Les sanctions encourues

Dans une conclusion, répondre de manière synthétique à la problématique.

Baccalauréat Professionnel Secteur Tertiaire	26-BCP-ECODROI-ME3	Session 2026	Page DS 3/6
U11 - Épreuve d'Économie-Droit	Durée : 2 h	Coefficient : 1	

Document 1 – La contrefaçon

COÛT ANNUEL DE LA CONTREFAÇON EN FRANCE

(2024)


6,7 milliards €

en ventes directes perdues


~38 000 emplois supprimés

Secteurs les plus touchés

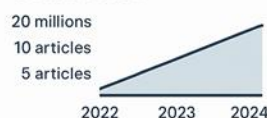


Impacts additionnels

- contrefaçons non conformes, risques sanitaires, réseaux criminels, empreinte écologique



Évolution & saisies douanières



En France : progression des saisies (20+ millions d'articles en 2023)

Réponses / mesures

Plan national 2024-2026 (douanes)

8 BONNES PRATIQUES

POUR SE PRÉMUNIR DE LA CONTREFAÇON !

- #### 1 PROTÉGEZ VOS CRÉATIONS

Par l'obtention de titres de propriété industrielle (brevets, marques, dessins & modèles, indications géographiques).
- #### 2 FAITES SAVOIR QUE VOUS ÊTES PROTÉGÉ

Indiquez « Invention brevetée », « Marque enregistrée » ou « Modèle n°... » sur vos produits. Cela n'a aucune valeur légale mais c'est dissuasif !

En droit d'auteur, utilisez des mentions « copyright », « tous droits réservés » ou symbole (©) pour signaler la protection de vos créations !
- #### 3 AUTHENTIFIEZ VOS PRODUITS

Utilisez un étiquetage spécifique (code-barre, etc.)

ou d'autres procédés d'identification sécurisés (hologrammes, QR code, blockchain, etc.).
- #### 4 SURVEILLEZ LA CONCURRENCE

Mettez en place une alerte sur des recherches dans votre secteur (rendez-vous dans votre espace personnel sur data.inpi.fr).

Demandez une prestation de recherche sur mesure à l'INPI et prenez conseil auprès d'un professionnel (CPI ou avocat).
- #### 5 FORMEZ VOS ÉQUIPES

Sensibilisez-les aux enjeux de propriété intellectuelle, aux risques de contrefaçon, à la liberté d'exploitation et aux bonnes pratiques lors de missions à l'étranger.
- #### 6 CONNAISSEZ ET FAITES RESPECTER VOS DROITS DE PI À L'ÉTRANGER

Bénéficiez de l'expertise du réseau international de l'INPI, couvrant une centaine de pays.
- #### 7 INFORMEZ LA DOUANE

Vous suspectez un risque de contrefaçon ? Déposez une demande d'intervention auprès de la douane.

Elle permet d'attirer leur attention sur des produits et facilite leur interception.
- #### 8 PENSEZ À LA MÉDIATION POUR LA RÉOLUTION DE LITIGES

Voie alternative à l'action en justice, étudiez le recours à la médiation par le Médiateur des entreprises en France ou par le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI à l'étranger.

Document 2 – Les risques et conséquences de la contrefaçon pour les entreprises

La contrefaçon est un fléau qui s'étend à travers le globe, touchant de nombreux secteurs d'activité. Ce phénomène peut avoir des répercussions considérables pour les entreprises, allant de la perte financière à l'atteinte à l'image de marque. [...]

La contrefaçon représente un défi majeur pour les entreprises, affectant directement leur santé économique. L'impact financier de la contrefaçon se manifeste principalement par une perte de revenus. En effet, les produits contrefaits, souvent vendus à des prix inférieurs, séduisent une partie de la clientèle et réduisent de ce fait les ventes des articles authentiques. Cette situation entraîne une diminution de la part de marché des entreprises victimes, qui voient leur position concurrentielle s'affaiblir. Au-delà de ces pertes directes, les coûts liés à la lutte contre la contrefaçon s'accumulent, allant des actions en justice à la mise en place de mesures de contrôle et d'authentification des produits. Ces dépenses supplémentaires grèvent les budgets et sapent les marges bénéficiaires. [...]

La contrefaçon, fléau économique aux multiples facettes, s'attaque directement au capital de marque des entreprises. Lorsque les consommateurs sont confrontés à des produits de contrefaçon de mauvaise qualité qui portent le nom de leur marque préférée, l'image de cette dernière peut être irrémédiablement ternie. Les répercussions sur la réputation de l'entreprise ne sont pas négligeables, car la perception du public peut rapidement basculer de fiable à douteuse. La confiance des consommateurs, base essentielle du succès commercial, est mise à rude épreuve et peut s'éroder, entraînant une éventuelle baisse de la fidélité envers la marque et un déclin des ventes.

La contrefaçon a un impact néfaste sur la capacité d'innovation et la compétitivité des entreprises. En effet, la présence de produits contrefaits sur le marché entraîne un découragement des investissements dans la recherche et le développement de produits nouveaux. Les sociétés, sachant que leurs efforts et leur créativité peuvent être facilement copiés, peuvent hésiter à engager des ressources considérables dans l'élaboration de nouvelles solutions. Cela conduit à un ralentissement du progrès technique et d'une moindre offre d'innovations. La contrefaçon viole les droits qui protègent les créateurs, ce qui compromet la compétitivité. Sans des mesures de protection efficaces, le terrain devient fertile pour une concurrence faussée. [...]

La contrefaçon ne se contente pas d'affecter les entreprises individuelles ; son empreinte s'étend sur l'ensemble de l'économie, mettant en péril l'emploi et le développement économique. Le phénomène de « l'emploi contrefaçon » est préoccupant : les industries légitimes voient leur capacité à créer et à maintenir des emplois être compromise par la prolifération de produits illicites. En effet, la réduction de la production légitime entraîne inévitablement la suppression de postes, affectant ainsi le marché du travail dans sa globalité. [...] Les conséquences de la contrefaçon se répercutent aussi sur l'État. Celui-ci ne perçoit pas d'impôts sur ces produits distribués illégalement et a donc moins d'argent à investir pour les services publics, la construction de routes, les écoles, la santé, etc. [...]

Source : D'après Nicolas Lesaffre (consultant en stratégie d'entreprise et propriété intellectuelle) – Janvier 2025

Baccalauréat Professionnel Secteur Tertiaire	26-BCP-ECODROI-ME3	Session 2026	Page DS 5/6
U11 - Épreuve d'Économie-Droit	Durée : 2 h	Coefficient : 1	

Document 3 – La contrefaçon en France : les diverses conséquences

La contrefaçon en France un délit sévèrement puni

La contrefaçon, véritable problème économique, fait l'objet d'une répression accrue en France. Des amendes colossales aux peines d'emprisonnement, le législateur ne limite pas les moyens pour endiguer ce phénomène.

Les sanctions pénales : la menace qui plane au-dessus de la tête des contrefacteurs

Le Code de la propriété intellectuelle ne badine pas avec la contrefaçon. Les contrevenants s'exposent à des peines pouvant aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 300 000 euros d'amende. Ces sanctions sont doublées en cas de récidive ou lorsque l'infraction est commise en bande organisée. [...] Au-delà de ces peines principales, les tribunaux peuvent ordonner des mesures complémentaires : la fermeture totale ou partielle de l'établissement ayant servi à commettre l'infraction et la confiscation des recettes issues de la contrefaçon. [...]

Les sanctions douanières : le rempart aux frontières

Les douanes françaises jouent un rôle crucial dans la lutte contre la contrefaçon. Elles peuvent procéder à la retenue des marchandises suspectées de contrefaçon, permettant ainsi aux titulaires de droits d'engager les actions nécessaires. En cas de confirmation de la contrefaçon, les produits sont détruits aux frais de l'importateur. Les sanctions douanières ne se limitent pas à la destruction des marchandises. Des amendes peuvent être infligées, pouvant atteindre jusqu'à deux fois la valeur des marchandises authentiques. De plus, les contrevenants s'exposent à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 3 ans, voire 10 ans en cas de contrefaçon en bande organisée. [...]

Source : Cabinet d'avocats Goudjil & Associés – Décembre 2024



SECOND PLAN NATIONAL ANTI-CONTREFAÇONS 2024-26

Le 22 février 2021, le ministre chargé des Comptes publics a présenté le premier plan d'action national de lutte anti-contrefaçon. Entre 2021 et 2023, la mise en œuvre de ce plan a permis le retrait du marché de 40 millions d'articles de contrefaçon. Avec plus de 9,1 millions d'articles de contrefaçon retirés du marché en 2021, puis plus de 11 millions en 2022, et 20 millions en 2023, la mise en application des différentes actions du plan par les services douaniers constitue un succès.

La douane a également constaté le développement des ateliers d'assemblage de contrefaçons dans l'Union européenne, y compris en France. Un second plan national anti-contrefaçons 2024-2026 se concentre sur l'identification et le démantèlement des réseaux de fraude organisée.

Source : « douane.gouv.fr »

Baccalauréat Professionnel Secteur Tertiaire	26-BCP-ECODROI-ME3	Session 2026	Page DS 6/6
U11 - Épreuve d'Économie-Droit	Durée : 2 h	Coefficient : 1	